

Nadège FREOUR  
CERIEP-Centre de politologie de Lyon

## **CONSTRUCTION ET FORMES DE LA SOLIDARITE TRANSNATIONALE DANS L'ACTION MILITANTE LOCALE : LE CAS DES MILITANTS LOCAUX DE GREENPEACE-FRANCE**

La participation à une action collective<sup>1</sup> est indissociable du sentiment de solidarité. Il ne s'agit pas ici de proposer d'emblée une approche enchantée des mouvements sociaux, qui ferait reposer l'engagement des individus pour une cause sur leur seule générosité naturelle et désintéressée. Il convient au contraire d'évacuer rapidement la connotation positive généralement véhiculée par le terme de *solidarité*, pour revenir à sa définition minimale, plus pertinente pour l'analyse, de « dépendance mutuelle ». On entrevoit alors facilement combien la mobilisation pour une revendication collective doit être sous-tendue par le sentiment de posséder des intérêts et des responsabilités en commun, sans présupposer pour autant une fraternité inconditionnelle entre les acteurs concernés.

Ce sentiment de solidarité lie l'individu engagé dans l'action collective à un groupe plus ou moins vaste, selon la cause défendue et l'étendue du public concerné par la revendication. Dans le cas d'une association écologiste transnationale telle que Greenpeace, on peut formuler l'hypothèse d'une perception particulièrement élargie du réseau d'interdépendances dans lequel les militants se sentent impliqués. La structure internationale de l'organisation, la globalité de son discours et de ses combats, l'universalité de son répertoire d'action sont autant d'indices qui nous permettent d'imaginer l'existence de solidarités qui dépassent largement les habituelles appartenances communautaires, nationales, voire biologiques.

Notre contribution proposera donc d'identifier les formes que revêt le sentiment de solidarité chez les militants de Greenpeace, tout particulièrement dans leur aspect transnational, et tentera d'expliquer la façon dont elles sont construites par les acteurs, préalablement à l'engagement puis à l'intérieur de l'organisation. Notre propos se limite volontairement aux militants des groupes locaux de Greenpeace-France<sup>2</sup>, excluant ainsi les permanents du bureau parisien de l'association et les activistes<sup>3</sup> les plus impliqués. Cela nous a semblé garantir une certaine homogénéité dans l'analyse et permettre, tout en se gardant des généralisations abusives, de fournir des pistes plus riches quant à la formation des solidarités dans un type de militantisme local relativement «classique» (le « militantisme » salarié à plein temps ou l'engagement total de certains activistes nous sont apparus comme trop spécifiques).

### **De la perception d'un monde « solidaire » à la construction de solidarités militantes**

Il faut s'arrêter dans un premier temps sur les deux principaux niveaux de signification au travers desquels on peut appréhender le terme de « solidarité » :

- une relation objective entre plusieurs éléments (1. *Dépendance mutuelle entre les hommes*)

---

<sup>1</sup> Au sens restreint que lui donne Erik Neveu dans *Sociologie des mouvements sociaux* : « action collective concertée en faveur d'une cause » (NEVEU E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2002, p. 10)

<sup>2</sup> Nous nous basons ici sur une enquête réalisée sous la forme d'une trentaine d'entretiens auprès des militants de 4 groupes locaux au printemps 2003, complétés par une vingtaine de questionnaires adressés aux militants des groupes locaux non visités.

<sup>3</sup> Militants locaux ayant suivi une formation (un « basic training » selon le langage utilisé au sein de l'association) afin de participer aux actions spectaculaires organisées par Greenpeace partout dans le monde

- le sentiment qu'inspire cette dépendance et qui débouche sur l'action (2. **Sentiment qui pousse les hommes à s'accorder une aide mutuelle**<sup>4</sup>)

Or, lorsqu'on retrace avec eux leurs parcours jusqu'à l'entrée dans l'association, on note que les militants locaux de Greenpeace ont toujours une perception relationnelle du monde, préalable à leur engagement, et que cette conscience de la dépendance objective des phénomènes les uns par rapport aux autres est même bien souvent avancée comme l'une des raisons de l'engagement dans une association à caractère transnational:

Ce niveau de complexité dans la compréhension que les militants de Greenpeace ont du monde qui les entoure, bien avant de bénéficier des éléments de réflexion fournis par l'association, nous semble reposer sur trois facteurs principaux.

D'une part, la majorité des militants rencontrés a un niveau d'études relativement élevé, presque toujours au-delà du baccalauréat. Quels que soient le type d'études suivies ou la profession exercée actuellement, cette fréquentation prolongée de l'école nous semble pouvoir expliquer en partie l'existence d'une compétence à mettre les éléments d'information recueillis en relation les uns avec les autres.

Le niveau d'information élevé des militants locaux de Greenpeace est d'ailleurs la seconde caractéristique qui vient, selon les cas, renforcer ou remplacer les ressources cognitives forgées dans le parcours scolaire. Ici encore, certains des acteurs rencontrés sont même pleinement conscients que leur accès à une information abondante et variée est à l'origine de leur engagement. Favorisé par leur environnement professionnel ou familial, ou déclenché par une volonté d'aller « *chercher des explications que le J.T. ne nous donne jamais* »<sup>5</sup>, la diversité des médias fréquentés à l'origine par la plupart des militants interrogés leur a fourni des éléments de réflexion utiles pour la compréhension d'un monde complexe. Souvent lecteurs d'une presse qui accorde une place non négligeable aux questions internationales (*Le Monde, Courrier International, Charlie Hebdo*) et produit des analyses globales et fouillées sur les phénomènes économiques et sociaux (*Le Monde Diplomatique*), ils sont également pour la plupart adeptes de la recherche d'informations sur Internet, que leur permet une bonne maîtrise de cet outil<sup>6</sup>.

Enfin, il nous semble devoir mettre en avant une dernière caractéristique, qui ne concerne cette fois que les militants qui, au-delà de ces capacités et ressources pour comprendre un monde en interrelation, étaient porteurs de visions du monde politisées bien avant d'entrer dans l'association. Chez ces militants, la sensibilité préalable à des discours portant sur la mondialisation de l'économie, le déplacement des centres de pouvoir et des leviers d'action (tels qu'ils sont développés par A.T.T.A.C. et par l'ensemble du mouvement altermondialiste) vient également renforcer leur perception d'un monde « solidaire ».

Si l'on s'intéresse plus précisément aux représentations qui sous-tendent un engagement proprement écologiste, on observe une fois encore une conscience très claire des relations de dépendance mutuelle qui lie l'homme à son environnement, entendu dans une dimension planétaire bien plus vaste que le simple environnement immédiat. Nous n'avons en effet relevé aucune trace d'un quelconque effet NIMBY<sup>7</sup> au sein des groupes locaux de Greenpeace-France. Les craintes ou les colères qui sont à l'origine de l'engagement ne sont jamais liées à des nuisances locales spécifiques. Bien évidemment, les militants de Greenpeace se sentent concernés par la cause qu'ils défendent et ont un intérêt immédiat à la réussite de leurs combats (pollution, malbouffe sont autant de désagréments qui renforcent leurs convictions écologistes). Cependant, lorsqu'ils opèrent un retour sur la

---

<sup>4</sup> Définitions extraites du dictionnaire *Petit Larousse*, 2001, à l'article « Solidarité »

<sup>5</sup> Un militant du groupe local de Grenoble, à propos de sa décision de lire la presse afin de comprendre les véritables racines et enjeux du conflit israélo-palestinien (entretien G1)

<sup>6</sup> Il faut noter à ce propos qu'une part non négligeable des militants rencontrés a découvert Greenpeace au travers du site internet de l'association au cours d'une recherche d'informations sur les problématiques environnementales.

<sup>7</sup> Not In My Backyard (Pas dans mon jardin !). Cet acronyme anglais désigne la réaction de riverains qui s'opposent à la modification de leur proche environnement

réflexion qui les a conduit à entrer dans l'action collective, ils semblent surtout marqués par des images lointaines (télévisées la plupart du temps) : souffrance des animaux exterminés au nom d'impératifs économiques, côtes souillées par les marées noires, accident de Tchernobyl et ses conséquences sont les souvenirs les plus souvent réactivés pour illustrer le sentiment d'écoeurement qui a présidé à la décision de s'engager. Ces images sont généralement accompagnées, dans les discours des militants, par l'abondance des informations qu'ils possédaient sur l'état de la planète dans son ensemble (conséquences désastreuses des gaz à effet de serre, des déchets nucléaires, de la déforestation...).

La diversité de ces préoccupations et l'opacité des responsabilités (« *Tu peux pas dire : tout ça c'est la faute à Untel, on l'élimine et tout ira bien [...] Y'a plein de responsables, on est tous un peu responsables* »<sup>8</sup>) amènent donc également les futurs militants de Greenpeace à imaginer des enchaînements complexes de causes et de conséquences au niveau mondial. Les acteurs perçus comme responsables des atteintes à l'environnement sont à la fois internationaux (différents gouvernements et instances de décision nationales, consommateurs des pays occidentaux), supranationaux (instances telles que l'Organisation Mondiale du Commerce) et transnationaux (grandes firmes multinationales).

On passe alors de la constatation d'un état du monde (dans lequel les hommes et toutes les composantes de leur environnement sont solidaires) à la nécessité de construire en retour des solidarités volontaires à l'échelle de la planète, basées sur la perception d'un intérêt commun vital et orientées vers l'action collective.

C'est notamment sur la base de cette recherche d'une mobilisation élargie que l'on peut comprendre le choix de Greenpeace comme cadre d'expression de ces solidarités. Si l'on considère, à la suite des travaux de McCarthy et Zald<sup>9</sup>, que les « organisations de mouvement social » (*Social Movements Organizations*) sont à la fois des structures d'offre et des moteurs de la mobilisation, on peut en effet avancer que Greenpeace possède un quasi-monopole sur l'offre d'engagement écologiste transnational, en tous cas pour ce qui concerne la France. La concurrence que peuvent exercer des organisations telles que le W.W.F. ou Les Amis de la Terre ne sont pas à négliger, mais il nous semble que la première conserve une image encore très liée à la défense spécifique de la faune sauvage, et que la seconde, bien qu'elle possède une structure et des thèmes de campagne très proches de ceux de Greenpeace, ne bénéficie pas de la même visibilité médiatique. Les militants rencontrés affirment d'ailleurs la plupart du temps que Greenpeace leur est apparue comme la seule structure de lutte écologiste évidente. S'ils témoignent parfois d'une hésitation au moment de s'engager, c'est toujours sur le type de causes défendues et non sur la nature de l'organisation. La démarche la plus fréquemment citée à titre d'exemple est la participation parallèle, pendant un moment, aux réunions du comité local d'A.T.T.A.C. et à celles du groupe local de Greenpeace, afin « de se faire une idée ». Dans le cas précis de ces militants, on remarque avec intérêt que la dimension transnationale de la lutte prend le pas sur sa dimension écologiste, ce qui confirme l'importance de la recherche de solidarités au niveau mondial dans l'acte d'engagement.

### **Un recentrage individualiste pour des solidarités élargies**

Lorsqu'on s'intéresse au renouvellement des formes de militantisme, Greenpeace est un objet de recherche à manipuler avec précaution. Ni mouvement émergent, ni organisation-fossile perpétuant inlassablement des méthodes héritées des années 70, elle semble se trouver à la croisée de différentes traditions militantes, aussi bien dans les modes d'engagement qu'elle suscite que dans ses structures organisationnelles ou dans son répertoire d'action. Pour le propos qui nous intéresse ici, il nous semble cependant opportun de se placer dans la perspective des travaux qui ont récemment contribué à identifier un

---

<sup>8</sup> Un militant du groupe local de Lyon (entretien L5)

<sup>9</sup> MCCARTHY J.D., ZALD M., « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol.82, 1977, p. 1212-1241

certain nombre de mutations des figures de l'engagement public pour une cause<sup>10</sup>. En effet, si certaines formes de participation au sein de Greenpeace sont à étudier à la lumière du concept de « niche identitaire » développé par Jacques Ion<sup>11</sup> (notamment en ce qui concerne les activistes ayant une grande ancienneté dans l'organisation), on constate cependant que les militants des groupes locaux présentent une grande proximité avec le modèle de l'engagement distancié repéré dans ces travaux.

Nous observons, dans un premier temps, que suivant un mouvement plus global d'individuation, les militants locaux de Greenpeace nous apparaissent dégagés des traditionnelles appartenances communautaires. La seule catégorie dans laquelle ils acceptent d'être placés (et ils le font volontiers eux-mêmes), est celle d' « écologiste ». Ils refusent au contraire toute autre appartenance, à commencer par leur appartenance nationale. Il s'agit d'une désinscription territoriale assez classique dans la mouvance écologiste<sup>12</sup>, qui valorise l'échelon local autant que le global, court-circuitant ainsi un échelon national trop peu adapté aux représentations et aux aspirations écologistes. Sans qu'il soit déclaré explicitement par les militants rencontrés, on perçoit dans les discours un certain nombre de signes traduisant ce mépris pour des frontières nationales considérées comme mesquines.

C'est tout d'abord une conception du politique qui motive le rejet de cet échelon, la scène politique nationale étant assimilée par la plupart des militants à la « politique politicienne », qu'ils distinguent de la « politique au sens noble », qui ne connaîtrait ni frontière, ni personnalisation. Les militants locaux de Greenpeace semblent être, dans leur immense majorité, des déçus de la représentation politique, évoquant très souvent la corruption, la similitude affligeante des programmes des différents partis<sup>13</sup>, le pouvoir très réduit dont disposent les élus dans une économie mondialisée, et surtout le refus (ou l'incapacité) des gouvernements successifs d'imposer une véritable politique de développement durable.

A ce rejet proprement politique de l'échelon national, se superpose un rejet plus culturel des valeurs nationalistes. On retrouve dans cette méfiance à l'égard du sentiment patriotique la dimension pacifiste de Greenpeace, bien souvent éclipsée (dans les discours des acteurs eux-mêmes) au second rang, après la défense de l'environnement. Les militants rencontrés n'ont cessé de revendiquer leur ouverture à une diversité de cultures, vécue comme un enrichissement et de dénoncer toute forme de xénophobie.

Délaissant donc les appartenances nationales comme élément de construction de leurs identités, les militants locaux de Greenpeace se définissent plus volontiers à l'intérieur de très petites entités locales (comme « père de famille » dans une conception restreinte de la famille, comme « habitant d'un quartier » si celui-ci est riche de solidarités de proximité) et s'inscrivent ensuite directement au-delà (et de manière individuelle, indépendante des choix de la famille restreinte ou des amis du quartier) dans une identité de « citoyen du monde ».

---

<sup>10</sup> Nous faisons ici référence notamment à l'ouvrage dirigé par Pascal PERRINEAU, *L'engagement politique, déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, qui a ouvert la voie à tout un ensemble de travaux français parmi lesquels on peut citer les ouvrages les plus généraux

ION J., *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997

BARTHELEMY M., *Associations, un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Science Po, 1999

SOMMIER I., *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, coll. « Dominos », 2001

<sup>11</sup> ION J., *La fin des militants ?*, op. cit., pp 91-95

<sup>12</sup> Comme le montre Daniel BOY et Benoît RIHOUX au sujet des militants écologistes politiques dans leur article « L'offre identitaire des partis écologistes en Allemagne, en Belgique et en France : entre le terroir et la planète », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 5, n° 1, 1998, pp. 165-178

<sup>13</sup> Nous passons rapidement sur cette question des ancrages politiques revendiqués par les militants de Greenpeace, afin de ne pas nous éloigner de notre propos. Notons cependant, à titre informatif, que les personnes rencontrées nous ont permis d'identifier deux pôles bien distincts et à peu près équivalents en nombre: l'un se revendique comme fortement ancré à gauche (tout en conservant cependant très souvent un discours critique à l'égard des partis de gauche et notamment du Parti Socialiste) ; l'autre se déclare apolitique et prêt à soutenir tout homme politique ou parti qui mettra la préservation de l'environnement au centre de l'action publique.

Aucune appartenance partisane ne nous a été signalée, hormis chez Les Verts.

De la même manière que l'appartenance nationale est rejetée, les appartenances professionnelles sont également déniées. Les militants rencontrés témoignent d'une volonté permanente de gommer un statut socio-professionnel considéré comme négligeable au regard d'une identité d' « écologiste » ou de « citoyen », comme le montre ces deux exemples de réponses écrites à la question *Quelle est votre profession ?*

- « Ingénieur sans emploi, en quête d'une activité plus bénéfique à tous » (questionnaire T2)
- « Penseur » (questionnaire Lil3)

Au-delà du processus généralisé d'individuation et d'affaiblissement des rôles professionnels comme constitutifs des identités personnelles, il faut noter ici une piste explicative propre aux représentations écologistes des acteurs étudiés : le rejet, presque systématique, du travail productif comme participation (imposée par la nécessité de gagner sa vie) à un système capitaliste où production et consommation ne cessent de croître, au détriment de l'environnement.

Ce dégageant individualiste des appartenances les plus immédiates ne fait pas des acteurs concernés des sujets solitaires et égoïstes, détachés du monde qui les entoure. On remarque au contraire que cette posture recentrée sur l'individu comme élément de base des interactions sociales leur permet de construire des solidarités bien plus étendues. En effet, en n'acceptant de se définir que comme « être vivant sur un point de la planète », les militants de Greenpeace élargissent considérablement l'univers des « alter ego » pour lesquels ils peuvent ressentir de l'empathie et repérer des responsabilités et intérêts communs. On empruntera ici à Daniel Boy et Benoît Rihoux la notion de « planétarisme »<sup>14</sup> (différente du mondialisme ou de l'internationalisme hérités de la filiation marxiste) pour désigner l'extension de la sphère de la dignité morale à l'ensemble des êtres vivants, bien au-delà du seul genre humain.

Nous nous trouvons ainsi face à des sentiments de solidarité qui ne connaissent que très peu de limites spatiales, temporelles ou biologiques. Le travail, réalisé avec les acteurs concernés, de mise à jour des différentes déclinaisons de cette solidarité *presque* illimitée a permis de définir trois dimensions principales de la solidarité transnationale, que nous développerons ici de la plus vaste à la plus restreinte.

Dans un premier temps, il nous faut revenir sur l'extension, décrite plus haut, de la dignité morale au-delà du genre humain.

Elle se limite, pour la plupart des militants de Greenpeace à une forte empathie pour l'animal, perçu comme l'égal de l'homme, au moins dans son droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité physique. Considérant que les souffrances imposées par la surexploitation du vivant au nom du profit économique touchent autant les hommes que les animaux, les militants de Greenpeace se déclarent très naturellement solidaires de ces derniers.

Dans le cas, très rare, de militants imprégnés de lectures écologistes<sup>15</sup>, les espèces végétales peuvent faire l'objet d'un sentiment de solidarité. Elles restent cependant perçues par la majorité des membres de Greenpeace comme un patrimoine, un bien commun à l'humanité : méritant d'être protégé à ce titre uniquement.

La solidarité envers l'humanité dans son ensemble est, quant à elle, parfaitement unanime, et cette déclinaison du sentiment de partager des responsabilités et des intérêts communs ne connaît que très peu de limites :

---

<sup>14</sup> BOY D., RIHOUX B., « L'offre identitaire des partis écologistes en Allemagne, en Belgique et en France : entre le terroir et la planète », op. cit., p. 178

<sup>15</sup> On pense ici à tous les auteurs classiques de l'écologie, depuis Murray Bookchin jusqu'à James Lovelock, qui tendent à replacer l'homme comme simple élément naturel d'un écosystème qui le dépasse (voire à sacraliser la nature par un processus de personnification de la planète-Gaïa, des arbres, etc.)

Au niveau temporel, d'une part, l'humanité est considérée comme une succession continue de générations qui se transmettent un patrimoine dont chacune est responsable à son époque. La solidarité avec les générations futures est donc très largement évoquée, sous la forme d'un principe éthique théorisé<sup>16</sup>, ou plus simplement par référence à l'héritage laissé aux « enfants et petits-enfants ».

Au niveau spatial, d'autre part, les militants de Greenpeace n'excluent aucun peuple ou être humain du sentiment de solidarité qui les anime, leur perception d'une « commune humanité » leur interdisant d'établir un quelconque clivage entre les hommes, comme on a pu le comprendre plus haut. Notons cependant que l'on a pu déceler dans les discours des acteurs une tendance à évoquer plus volontiers le sort des populations du sud et l'élan solidaire qu'elles leur inspirent : peuples d'Amazonie, paysans coréens ou congolais, Ogonis du Nigéria, sont désignés comme les innocentes victimes d'un système économique prédateur et, à ce titre, semblent dignes de recevoir un soutien plus important. Ce phénomène est renforcé par le sentiment de culpabilité que développent souvent ces militants occidentaux à l'égard des populations du Sud, victimes selon eux d'une exploitation environnementale, économique et sociale afin que les consommateurs du Nord puissent accéder à des produits superflus au plus bas prix.

Ce sentiment de solidarité spécifiquement tourné vers les populations des pays en voie de développement se construit en réaction à l'inconfort cognitif que crée l'appartenance naturelle à une civilisation occidentale écrasante. C'est donc à l'intérieur des sociétés industrialisées auxquelles ils appartiennent que les militants de Greenpeace éprouvent les limites du principe de solidarité universelle. Ils ne se sentent, évidemment, pas solidaires des dirigeants occidentaux de grandes entreprises transnationales polluées, ni d'une population américaine qui soutient majoritairement la guerre en Irak. Ils tiennent surtout à se désolidariser de la figure honnie du consommateur moderne passif, abruti de divertissements télévisuels, inconscient des conséquences de ses actes ou plus cyniquement indifférent<sup>17</sup>.

Dans leur propre société, les militants locaux parviennent cependant à développer des sentiments de solidarité, d'autant plus exacerbés qu'ils sont très sélectifs, avec un groupe généralement désigné par eux comme « les citoyens actifs ». Ce sont toutes les personnes qui, bien que membres elles aussi à part entière de sociétés basées sur le profit économique et les plaisirs matériels immédiats, portent un « regard conscient » (selon l'expression très souvent utilisée par les acteurs rencontrés) sur le monde et agissent en conséquence (que ce soit par leur engagement public, qu'il soit écologiste ou non, ou plus simplement par leurs pratiques quotidiennes).

Les militants locaux ont ainsi le sentiment d'appartenir, à distance, à une communauté occidentale lucide et scrupuleuse, sorte d'avant-garde éclairée de la société qui pourrait advenir progressivement grâce à la « révolution des mentalités » à laquelle les membres de Greenpeace croient beaucoup.

Le dernier niveau de perception de solidarités transnationales que nous évoquerons ici concerne, bien entendu, la solidarité intra-organisationnelle. Si, jusque là, la plupart des observations relevaient de perceptions écologistes assez classiques, la spécificité de Greenpeace comme organisation transnationale mérite d'être soulignée.

Les militants des groupes locaux français se trouvent en effet engagés dans une association qui possède 26 bureaux nationaux dans le monde, dont la plupart chapeautent des bureaux régionaux. Des permanents, des activistes, des militants locaux agissent simultanément dans ces différents pays, dans le cadre des sept grandes campagnes que mène actuellement l'association, et selon un répertoire d'action partagé par l'ensemble des bureaux nationaux.

Ayant vu que l'identité la plus valorisée par les militants est celle de « citoyen écologiste actif », on comprend que le sentiment de partager des responsabilités et des intérêts communs (mais aussi des valeurs, des pratiques et des expériences) avec ces lointains

---

<sup>16</sup> C'est souvent le cas de militants très fortement marqués par la lecture des ouvrages d'Hans Jonas, notamment *Le principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*. Paris, Les Editions du Cerf, 1990

<sup>17</sup> Pour une synthèse sur la conception écologiste de l'homme moderne, cf SIMONNET D., *L'écologisme*, Paris, PUF, 1994, CH II-4

collègues est la forme de solidarité la plus immédiate et la plus prégnante dans une organisation telle que Greenpeace.

Cette solidarité qui lie les membres de l'association est à la fois un moteur et une rétribution de l'action militante. C'est en effet celle qui comporte le plus de réciprocité et apporte des satisfactions immédiates telles que le plaisir de l'« agir ensemble », le partage des succès, l'inscription dans un groupe d'appartenance choisi (en opposition aux appartenances imposées que les militants rejettent comme on l'a montré précédemment). Pourtant, cette solidarité classique observée entre les membres de toute association volontaire n'est pas construite dans des relations interpersonnelles par la mise en présence des acteurs. C'est là une des questions que pose l'apparition de solidarités transnationales. Nous proposerons donc dans un dernier point de souligner le rôle majeur que joue l'organisation dans l'apparition et la pérennisation d'un sentiment de solidarité entre ses membres, au-delà de leur éloignement géographique.

### **Solidarité transnationale / action locale : le nécessaire travail d'intégration symbolique au sein du « réseau Greenpeace »**

Lorsqu'on analyse les discours des acteurs, il semble qu'entrer dans la « famille Greenpeace » constitue une motivation importante de l'engagement. La plupart des personnes rencontrées confessent avoir toujours ressenti une certaine admiration pour ces activistes de tous pays apparaissant sur les écrans de télévision comme des aventuriers modernes, prêts à tout pour défendre leurs convictions. L'existence de groupes locaux, bien souvent découverte avec surprise, a alors été vécue comme une opportunité de rejoindre ces écologistes héroïques tout en proposant une contribution militante beaucoup plus classique et adaptée à une demande d'engagement limité.

Or, la division du travail observée au sein de Greenpeace-International maintient en réalité un isolement important entre ses membres : la principale tâche des groupes locaux est de relayer auprès de la population locale les campagnes imposées au niveau national, par le biais de tenues de stands, tracts, signatures de pétitions... Greenpeace-International est une organisation pyramidale centralisée (depuis le siège international d'Amsterdam jusqu'aux groupes locaux, en passant par les différents bureaux nationaux) qui laisse très peu de place à des coopérations horizontales entre ses membres. Les militants locaux, cantonnés à leur territoire, n'ont donc que très peu l'occasion d'éprouver concrètement leur appartenance à une organisation mondiale. Les plus récents d'entre eux nous ont confié une certaine frustration à cet égard, comme l'illustrent ces réponses écrites à la question « *En tant que militant local, pouvez-vous ressentir au quotidien votre intégration dans un réseau mondial ?* »

- « Pas vraiment malheureusement. Je le regrette évidemment et cela est assez frustrant. »  
(Une militante, membre d'un groupe local depuis un an, questionnaire X6)

- « Non, je ne ressens rien de la sorte. Dans l'idée Greenpeace peut avoir des ramifications internationales, mais en pratique je pense que nous ne rencontrons jamais ou peu d'autres militants d'autres pays. Alors que pour moi, l'aspect échange et solidarité avec des militants étrangers pour l'aspect réseau international est primordial »  
(Un militant, membre du groupe local de Lille depuis 3 mois, questionnaire Lil3)

Or, dès que les acteurs possèdent un peu plus d'ancienneté dans l'organisation, ils ne font mention d'aucun sentiment de ce type, semblant dépasser très facilement l'absence des contacts transnationaux qu'ils s'attendaient pourtant à trouver dans l'association. Les raisons de ce maintien d'un fort sentiment de solidarité au sein de Greenpeace sont à rechercher notamment dans les incitations mises en place, de manière calculée ou non selon les cas, par l'organisation.

Le premier élément organisationnel qui nous semble primordial pour comprendre la solidarité qui lie les militants au-delà de l'éloignement spatial est la culture d'organisation propre à Greenpeace. Cette dernière, sans doute pour des raisons liées à l'histoire de l'association et que nous ne pouvons développer ici, est particulièrement riche en images,

symboles, et récits de toutes sortes. Quelques exemples rapidement exposés peuvent contribuer à la présente réflexion :

-« *Greenpeace est une grande famille* » : c'est une idée qui est communément véhiculée par la grande majorité des militants rencontrés. Il semble que cette représentation provienne essentiellement des récits faits par les activistes qui, lorsqu'ils sont en déplacement pour une des opérations spectaculaires organisées par Greenpeace, trouvent partout un hébergement auprès des membres de l'association. Par extension, les militants locaux aiment à rappeler qu'ils pourront toujours compter sur un des camarades<sup>18</sup> de cette grande famille solidaire, où qu'ils se trouvent, même s'ils n'en ont jamais fait l'expérience pratique.

- *La métaphore de l'« armée verte »* : cette image de l'association, très prisée par ses membres, permet de justifier la stricte division du travail qui y règne tout en renforçant le sentiment de solidarité entre les différents acteurs. Greenpeace est ici considérée comme une grande armée écologiste mondiale, dont les groupes locaux sont des bataillons qui gèrent l'intendance, afin de permettre aux troupes d'élite que sont les activistes de mener à bien le combat commun. Peu importe d'effectuer un « travail de fourmi » au niveau d'une ville ou d'une région, chaque victoire est la victoire de tous comme le rappelle régulièrement le trimestriel *Greenpeace-Magazine* destiné aux adhérents.

- *La culture du secret* : très prégnante jusque dans les groupes locaux, elle est issue de la croyance qui veut que Greenpeace soit une organisation gênante et, par conséquent, très surveillée. Si cette croyance repose sans doute sur des faits bien réels, elle possède surtout l'avantage de souder les membres de l'association face à un monde extérieur hostile et de renforcer le sentiment de partager des ressources (informationnelles surtout) réservées aux membres de l'organisation.

- *Les récits héroïques* : il est frappant de constater combien chaque opération de grande envergure menée par les activistes est largement relayée et exaltée à tous les niveaux de Greenpeace. Au travers de comptes-rendus officiels régulièrement transmis aux groupes locaux et d'anecdotes relatées de manière plus informelles, les militants locaux peuvent participer à distance aux aventures mises en scène par l'association.

Au-delà de cette culture d'organisation qui se construit au quotidien à tous les échelons de l'association, il faut nous pencher sur d'autres incitations plus spécifiquement mises en place par les instances dirigeantes de Greenpeace-International et de Greenpeace-France, dans le but de maintenir un sentiment de solidarité transnationale qui, s'il disparaissait, pourrait conduire à la défection.

Il s'agit, d'une part, de l'abondance des informations qui sont transmises aux groupes locaux sur les actions menées partout dans le monde, aussi bien par le biais de *Greenpeace Magazine* que des nombreux documents internes qui parviennent presque quotidiennement aux coordinateurs des groupes. Bien qu'isolés dans une action très locale, les militants ont ainsi une connaissance très précise du travail réalisé par leurs collègues à l'étranger et ressentent une réelle implication dans toute opération que Greenpeace peut mener.

Cette circulation de l'information est largement facilitée par l'utilisation systématique du réseau Internet qui, en abolissant le temps et la distance, « stimule le sentiment d'une interconnaissance voire interreconnaissance entre les défenseurs de la cause écologiste par delà les frontières », comme le note Sylvie Ollitrault<sup>19</sup>.

Notons enfin que les actions transnationales disposent désormais de relais directs au sein des groupes locaux. En effet, depuis quelques années, Greenpeace-France impose à ses activistes d'appartenir à un groupe local, ce qui n'était pas le cas auparavant (ils restaient alors très marginal par rapport au reste de l'association). Les militants locaux se trouvent ainsi en contact permanent avec ceux qui, régulièrement, participent à des actions en compagnie d'activistes du monde entier. Cela contribue largement à resituer le travail local dans un contexte de solidarités plus globales.

Une innovation très récente vient d'ailleurs illustrer combien il est important pour les dirigeants de Greenpeace que les militants locaux puissent percevoir et exprimer des solidarités

---

<sup>18</sup> C'est ainsi que les militants nomment les autres membres de l'association dans la plupart des cas.

<sup>19</sup> OLLITRAULT S., « De la caméra à la pétition web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, n° 98, 1999, pp 155-185



transnationales : en octobre 2002, plus de 600 militants de 30 pays différents ont été mobilisés pour bloquer, pendant une journée, toutes les stations-service Esso du Luxembourg. A cette occasion et pour la première fois, il a été fait appel aux militants locaux non-activistes pour participer à cette action transnationale. Tous les témoignages enregistrés dans les groupes locaux au sujet de cette expérience sont enthousiastes et elle est souvent citée, quelques mois après, comme le point d'orgue du parcours militant au sein de Greenpeace. Il semble d'ailleurs que les permanents de l'association, conscients de ce succès, pensent à reproduire ce type d'action régulièrement.

En essayant de mettre au jour les conditions d'émergence du sentiment de solidarité transnationale perçu par les membres des groupes locaux de Greenpeace, nous avons découvert un militantisme d'individus, relativement autonomes par rapport aux groupes d'appartenance traditionnels et, par conséquent, aptes à construire des solidarités illimitées dans le temps et dans l'espace. L'action collective au sein d'une structure mondiale défendant des causes internationales constitue un vecteur d'expression de ces solidarités, mais il nous semblait important de montrer qu'elle peut à son tour les façonner, les renforcer ou en faire émerger de nouvelles.

On ne peut cependant ignorer, pour conclure, la double spécificité de notre objet de recherche, qui pèse largement sur les résultats exposés ici. D'une part, il faut souligner que l'engagement écologiste a tendance à s'inscrire dans une démarche immédiatement mondiale, puisque le bien commun à défendre est justement la planète dans sa globalité (en tous cas dans la lutte écologiste telle que la conçoit Greenpeace). D'autre part, l'association étudiée relève typiquement du modèle des organisations écologistes anglo-saxonnes qui, dès leur création, ont placé leurs revendications, leurs structures et le public visé à un niveau international, inventant à l'occasion de nouvelles solidarités et des répertoires d'action innovants<sup>20</sup>.

L'intérêt est d'avoir pu présenter un modèle fluide, presque idéal-typique, porteur de formes de solidarités élargies à l'extrême, mais il ne peut en aucun cas témoigner des modalités d'élaboration et de perception de solidarités transnationales lorsqu'il s'agit de faire accéder une cause parcellaire ou une organisation locale à un niveau mondial.

---

<sup>20</sup> A ce propos, cf OLLITRAULT S., « De la caméra à la pétition web. Le répertoire médiatique des écologistes », op. cit.